



Abolissons la pauvreté des enfants et des familles au Canada

www.campaign2000.ca

Rapport 2009 sur la pauvreté des enfants et des familles en Ontario D'une promesse à la réalité – prémunir les familles ontariennes contre la récession

En 2008, l'économie mondiale a subi un repli massif à l'échelle planétaire et le Canada ne s'est pas encore relevé. L'Ontario est la province la plus durement frappée par la pire récession depuis la Crise de 1929.

En décembre dernier, le gouvernement ontarien a tenu une promesse électorale et a posé le geste significatif d'adopter une Stratégie de réduction de la pauvreté pour l'Ontario avec pour cible de réduire de 25 p. cent la pauvreté infantile d'ici 2013.¹ Appuyée par tous les partis et armée de la *Loi sur la réduction de la pauvreté* en mai, la lutte contre la pauvreté est dorénavant un volet permanent des activités gouvernementales. L'Ontario a l'obligation de fixer de nouvelles cibles de réduction de la pauvreté et d'actualiser son plan tous les cinq ans ou plus tôt après avoir consulté la population.

Ces actions constituent un point tournant et crucial en matière de politique gouvernementale et s'inscrivent dans les nombreuses recommandations formulées au fil des

années par Campagne 2000Ontario et le mouvement élargi de lutte contre la pauvreté. En ce 20^e anniversaire de la résolution unanime de la Chambre des communes visant l'éradication de la pauvreté des enfants au Canada, cette première Stratégie de réduction de la pauvreté étalée sur cinq ans peut constituer la base de véritables progrès sur cette voie.

Mais l'efficacité du plan dépendra d'une volonté politique soutenue de la part du gouvernement de faire les investissements nécessaires.

La récession qui accable l'économie de l'Ontario et réduit son assiette fiscale ne devrait pas servir d'excuse pour ralentir la mise en œuvre du plan. A un moment où les Ontariens et Ontariennes perdent leurs emplois, dépendent de plus en plus des banques alimentaires et grossissent les rangs de l'aide sociale, il est temps maintenant d'investir dans une stratégie de lutte contre la pauvreté.

Rompre le cycle: Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario

Principaux engagements	Progrès réalisés jusqu'en novembre 2009
D'ici 5 ans, augmenter la POE maximum à 1 310 \$/an par enfant.	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation en juillet 2009 de la POE maximum à 1 100 \$/an par enfant
Restructurer l'aide sociale pour réduire les obstacles et augmenter les possibilités.	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun progrès.
Élaborer une Stratégie de logement à prix abordable à long terme	<ul style="list-style-type: none"> • Consultation publique en cours. • Investissement de 600 M\$ dans le logement à prix abordable avec financement fédéral correspondant (2009-2011)
-Législation assujettissant les agences de placement temporaire -10 M\$/an pour engager des agents des normes d'emploi -Continuer à augmenter le salaire minimum	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelles dispositions de la <i>Loi sur les normes d'emploi</i> pour protéger les travailleuses et travailleurs des agences de placement temporaire • 4,5 M\$ pour engager des agents des normes d'emploi • Le salaire minimum atteint 10,25 \$/h en mars 2010
Mise en œuvre des programmes d'apprentissage à temps plein pour les enfants de quatre et cinq ans.	<ul style="list-style-type: none"> • Implantation graduelle des programmes d'apprentissage pour les 4-5 ans. 18 M\$ pour protéger le programme de subventions des garderies (2010)
Investir 45 M\$/an pour les soins dentaires des personnes à faible revenu	<ul style="list-style-type: none"> • 13 M\$ pour étendre CINOT aux jeunes de 18 ans et programme de soins dentaires pour les personnes à faible revenu priorisant les enfants et les jeunes

Indicateurs de la pauvreté des enfants et des familles: rétrospective sur vingt ans

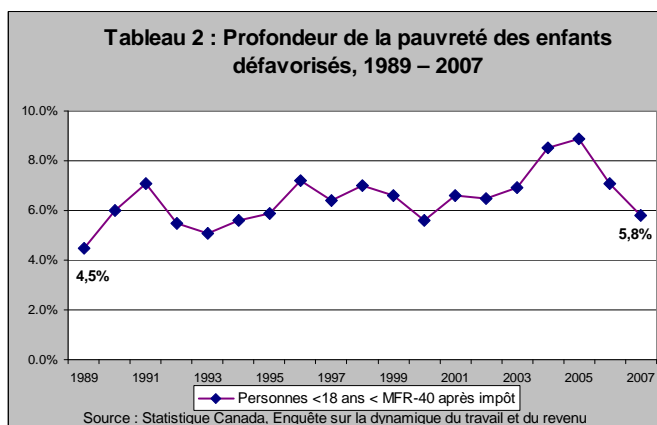
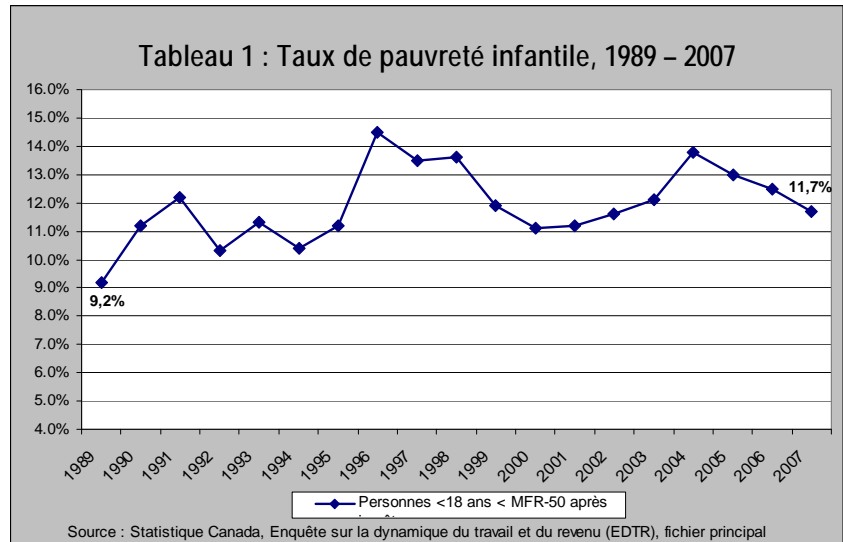
Campagne 2000 surveille plusieurs indicateurs de pauvreté à l'aide de statistiques publiées annuellement par Statistique Canada et de données du Recensement. La Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario, *Rompre le cycle*, détermine huit autres indicateurs qui serviront à mesurer les progrès. Le graphique suivant présente une rétrospective sur vingt ans de quelques indicateurs permettant de dresser un portrait global de la pauvreté des enfants et des familles en Ontario et d'établir des balises pour suivre sur une base annuelle les changements et les progrès réalisés après le déploiement de la Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario. Dans la plupart des cas, les données les plus récentes datent de 2007.

Statistique Canada produit deux catégories d'indicateurs de faible revenu à deux ans d'intervalle. Le Seuil de faible revenu (SFR, avant et après impôt) correspond au seuil de revenu auquel une famille dépense 20 % de plus que la moyenne pour se nourrir, se vêtir et se loger. Il varie en fonction de la taille de la famille et de la collectivité. SFR après impôt en 2007 – 1 parent et 1 enfant – grand centre urbain = \$21,851. La Mesure de faible revenu (MFR, avant et après impôt) s'applique aux familles dont le revenu est 50 % sous le revenu moyen ajusté à la taille de la famille. La MFR après impôt en 2007 – 1 parent et 1 enfant = \$22,435. La Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario retient la MFR après impôt comme indicateur pour suivre les progrès réalisés en vue de réduire de taux de pauvreté infantile de 25 % sur 5 ans.

Taux et profondeur de la pauvreté

Le taux de pauvreté infantile en Ontario était de 11,7 % en 2007 d'après la Mesure de faible revenu après impôt (MFR50-AI). Ainsi, 317 900 enfants et jeunes de moins de 18 ans (près d'un sur neuf) vivaient sous le seuil de pauvreté en 2007. Mais la récession actuelle donne à penser que le taux de pauvreté des enfants et des familles en Ontario aura augmenté depuis. Le gouvernement en vertu de la Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario s'est engagé à réduire le taux de pauvreté infantile à 8,9 % avant 2013.

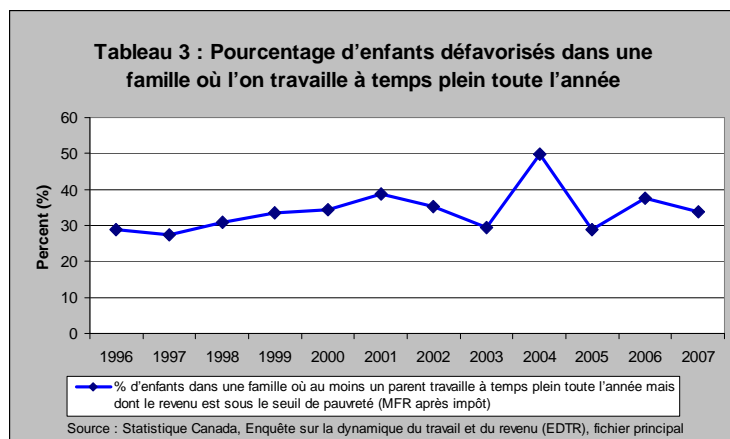
Ces chiffres révèlent la trahison d'une génération. Le taux de pauvreté infantile est plus élevé maintenant qu'il y a vingt ans quand les parlementaires fédéraux ont résolu d'éliminer la pauvreté des enfants au Canada.



La profondeur de la pauvreté correspond au niveau sous le seuil de pauvreté où vit une famille moyenne à faible revenu. Le gouvernement ontarien a retenu comme indicateur de pauvreté profonde la MFR40, c.-à-d. le pourcentage d'enfants de moins de 18 ans vivant dans une famille dont le revenu est inférieur à 40 % du revenu moyen familial ajusté au Canada. En 2007, 5,8 % des enfants en Ontario vivaient en situation de pauvreté profonde. Une stratégie efficace de réduction de la pauvreté se doit de réduire sur une base régulière le taux et la profondeur de la pauvreté.

Familles de travailleurs et de travailleuses à faible revenu

Au cours des vingt dernières années, la proportion d'enfants défavorisés vivant dans des familles de travailleurs et de travailleuses à faible revenu a

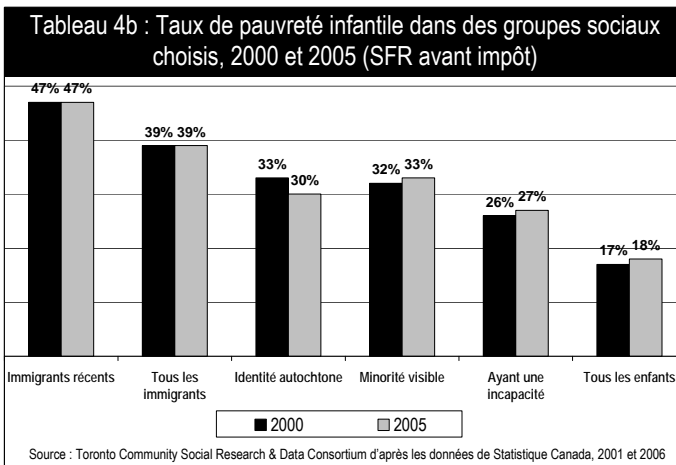
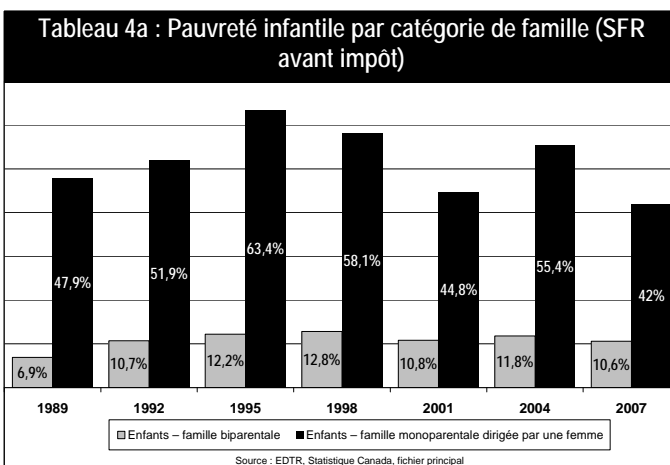


augmenté. Avoir un emploi ne veut pas nécessairement dire qu'on échappe à la pauvreté. En 2007, 34 % de tous les enfants pauvres en Ontario vivaient dans une famille où au moins un parent travaillait à temps plein toute l'année sans parvenir à gagner suffisamment pour sortir sa famille de la pauvreté. La croissance du travail précaire et des agences de placement temporaire a ouvert la porte toute grande aux emplois faiblement payés, précaires et avec peu d'avantages sociaux. Suivant des modifications aux règles d'admissibilité de l'Assurance-emploi, seulement 30 % des chômeurs et chômeuses de l'Ontario ont eu droit en 2007 à des prestations d'a.-e. comparativement à environ 80 % en 1990.²

Les enfants plus vulnérables à la pauvreté

Le taux de pauvreté infantile dans les familles aux prises avec des problèmes de discrimination systémique est disproportionnellement élevé. Les tableaux 4A et 4B présentent un portrait chronologique de la situation basé sur le SFR avant impôt. Le taux de pauvreté des enfants vivant dans une famille monoparentale dirigée par une femme a baissé à 42 % en 2007, son plus bas taux en vingt ans. Mais le risque d'être pauvre est quatre fois plus élevé pour ces enfants que pour les enfants vivant dans une famille biparentale.

Les données des deux derniers recensements indiquent que les taux de pauvreté chez les enfants de familles autochtones, de familles de minorités visibles et de familles issues de l'immigration, ainsi que des enfants ayant des limitations fonctionnelles sont substantiellement plus élevés que le taux moyen de pauvreté en Ontario. Et la situation ne s'est pas améliorée de 2000 à 2005. Le taux de pauvreté des enfants de familles immigrées d'outre-mer en Ontario dans les cinq dernières années est le plus élevé d'entre tous : un enfant récemment immigré sur deux est pauvre. Ces chiffres illustrent des iniquités sociales et économiques persistantes fondées sur le sexe, l'origine ethnique, la durée de résidence au Canada et les capacités. Et on doit absolument s'attaquer à la pauvreté dont sont victimes les Autochtones en adoptant une stratégie distincte de réduction de la pauvreté, adaptée à leur situation singulière.

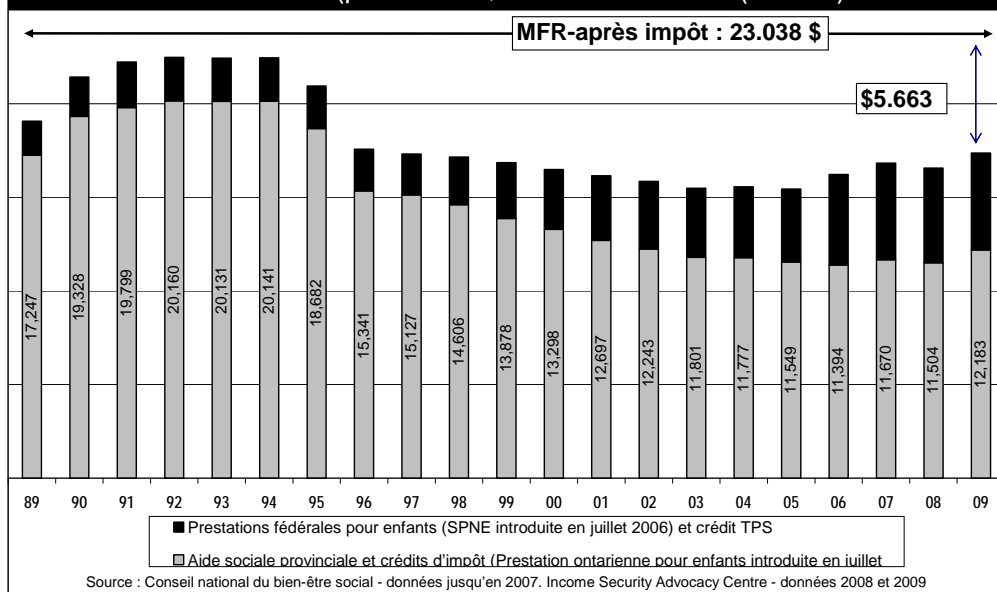


Les enfants vivant dans une famille bénéficiaire d'aide sociale

En tant que programme de dernier recours, l'aide sociale est un soutien crucial pour beaucoup d'Ontariennes et d'Ontariens. Le nombre de personnes qui dépendent de l'aide sociale augmente durant une récession et immédiatement suivant celle-ci, une fois que les personnes ont épuisé leurs prestations d'assurance-emploi et leurs épargnes. D'août 2008 à août 2009, le nombre de personnes

bénéficiaires de l'aide sociale (Ontario au travail et POSPH) a grimpé à 798 105, une hausse de 12 % dans un an. Près de la moitié (47 %) des bénéficiaires d'Ontario au travail en août dernier étaient des parents seuls et leurs enfants.³ En Ontario, dépendre de l'aide sociale équivaut à être condamné à la pauvreté. Les améliorations récentes à la Prestation ontarienne pour enfants ont commencé à réduire la profondeur de la pauvreté, mais un parent seul avec un enfant bénéficiaire d'aide sociale vit encore aujourd'hui à 5 660 \$/an sous le seuil de la pauvreté.

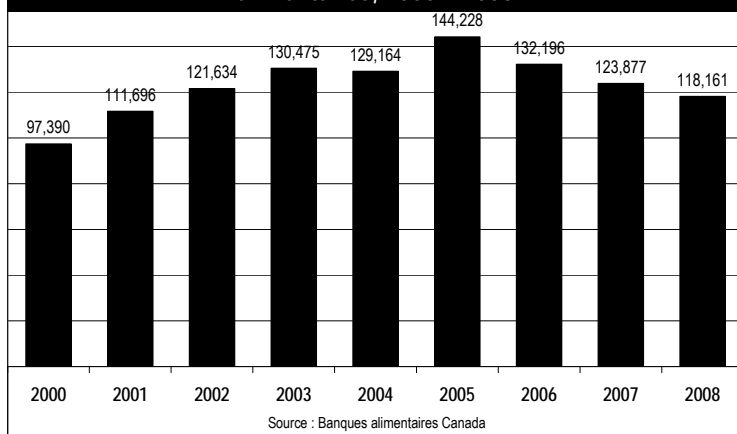
Tableau 5 : Revenu familial total maximum, bénéficiaire d'Ontario au travail, 1989 à 2009 (parent seul, un enfant < 6 ans (\$ 2009))



Les enfants ont recours aux banques alimentaires

Les personnes qui travaillent, les enfants et les personnes qui ont des limitations fonctionnelles sont les groupes qui ont le plus recours aux banques alimentaires en Ontario.⁴ Le nombre d'enfants dépendant des banques alimentaires ontariennes a augmenté de 97 390 en 2000 à 118 160 en 2008, soit une hausse de 20 % en huit ans. La récession économique combinée à la hausse du prix des aliments et de l'énergie a eu pour effet d'accroître la dépendance aux banques alimentaires en

Tableau 6 : Nombre d'enfants ayant recours aux banques alimentaires, 2000 – 2008



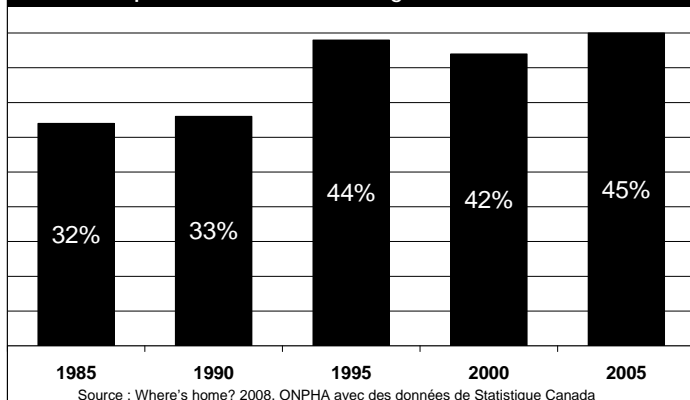
Ontario au cours de la dernière année.



Accès au logement à prix abordable

La plupart des familles à faible revenu vivent dans les logements loués privés ou sociaux. Le loyer et les services publics à la hausse sont la principale dépense pour la majorité des familles à faible et modeste revenu avec enfants. Les données du

Tableau 7 : Pourcentage de locataires en Ontario affectant 30 % ou plus de leur revenu au logement, 1985 – 2005



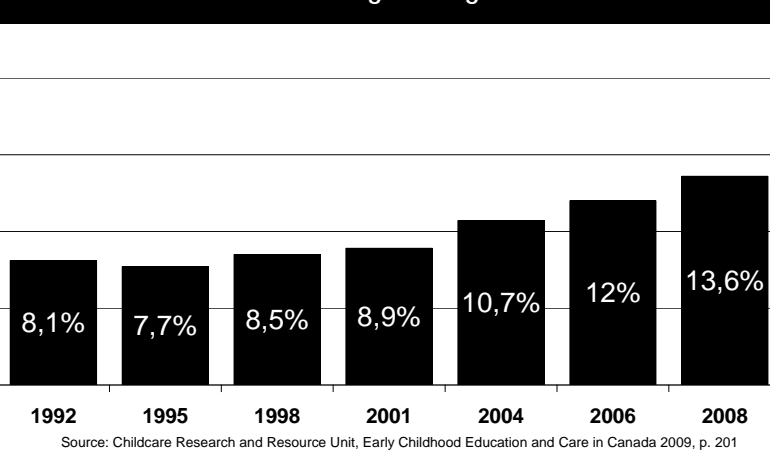
Recensement révèlent qu'au cours des vingt dernières années, le pourcentage de ménages locataires en Ontario vivant dans un logement à prix inabordable (qui coûte plus 30 % ou plus du revenu familial) a sans cesse augmenté, passant de 32 % à 45 %. Le nombre de familles biparentales locataires en Ontario ayant un besoin impérieux de logement (c.-à-d. vivant dans un logement à prix inabordable, inférieur aux normes ou surpeuplés) a diminué de 5 % de 2001 à 2006 pour s'établir à 68 200. Le nombre de familles monoparentales locataires ayant un besoin impérieux de logement a, pour sa part, augmenté de 88 500 en 2001 à 93 000 en 2006. ⁵

Accès à des services de garde de qualité et réglementés

La création en Ontario de nouvelles places en services de garde de qualité et réglementés est lente. En 1992, l'Ontario disposait de places pour répondre aux besoins de seulement 8,1 % de ses enfants de moins de 12 ans et, dix-sept ans plus tard, ce pourcentage n'a atteint que 13,6 %. Il n'y a pas de suivi systématique, mais selon l'Ontario Coalition for Better Child Care, des dizaines de milliers d'enfants sont inscrits sur des listes d'attente dans la province. Les parents ne peuvent pas chercher d'emploi ou suivre de formation ni leurs enfants bénéficier des avantages pour leur développement que leur procurent de bons services de garde s'ils sont coincés sur des listes en attente de services. Dans son rapport publié en juin 2009, le Conseiller spécial pour l'apprentissage des jeunes enfants a recommandé l'implantation d'un système intégré d'apprentissage pour les enfants âgés de zéro à douze ans comprenant l'apprentissage à temps plein pour les enfants de 4 et 5 ans, des programmes récréatifs après l'école et l'été pour les enfants d'âge scolaire, des programmes de qualité pour les enfants plus jeunes et des congés parentaux améliorés. ⁶



Tableau 8 : Pourcentage d'enfants de 0-12 ans qui ont une place en service de garde réglementé



REGARD VERS L'AVENIR – BESOIN DE LEADERSHIP SOLIDE EN PÉRIODE DIFFICILE

Campagne 2000 et ses partenaires partagent une vision d'une Ontario où la sécurité économique, les possibilités et l'inclusion existent pour tous et toutes. Un emploi à temps plein toute l'année devrait suffire à prémunir les gens contre la pauvreté. Un bon filet de sécurité social devrait assurer un revenu décent et la dignité aux Ontariens et Ontariennes incapables à travailler. Les investissements publics dans le logement social, les services de garde, l'éducation publique et postsecondaire et les services communautaires sont ce qui permet aux collectivités d'être plus dynamiques et en meilleure santé.



Les programmes gouvernementaux jouent un rôle déterminant dans l'atteinte de cette vision. Une analyse de la situation de la pauvreté des enfants et des familles en Ontario au cours des derniers vingt ans révèle les conséquences qu'ont eues la baisse drastique des taux d'aide sociale au milieu des années 1990, l'amputation de l'Assurance-emploi et le manque d'investissements suffisants dans le logement à prix abordable et les services de garde de qualité. Notre programme d'aide sociale et le régime d'assurance-emploi ne fournissent pas le filet de sécurité requis pour empêcher que les gens sombre dans la pauvreté.

Le gouvernement ontarien a posé des gestes significatifs et dans la bonne direction en haussant le salaire minimum, en créant la Prestation ontarienne pour enfants et en lançant en décembre 2008 une Stratégie de réduction de la pauvreté avec comme cible de réduire de 90 000 le nombre d'enfants pauvres d'ici 2013. L'Ontario

est une des provinces le plus durement touchées par la récession et pourtant, notre gouvernement provincial est le seul à avoir adopté un plan ciblé pour réduire la pauvreté. Le gouvernement fédéral n'a pris aucune mesure pour combattre la pauvreté des enfants durant cette récession.

La Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario a vu le jour avant que la récession frappe de plein fouet. La Province doit poursuivre sa démarche et respecter les engagements actuels; elle doit faire preuve de leadership et continuer d'investir dans la prévention et la réduction de la pauvreté.

Campagne 2000 Ontario demande au gouvernement provincial d'agir sur cinq fronts. Amorcer la réforme de l'aide sociale par les changements immédiats suivants : hausser les prestations pour adultes de 100 \$/mois et accroître à 10 000 \$ les actifs autorisés pour les familles. Verser un acompte sur la stratégie de logement à prix abordable promise par l'Ontario en créant une Prestation pour le logement, soit une nouvelle allocation mensuelle pour tous les Ontariens et Ontariennes à faible revenu qui affectent plus de 30 % de leur revenu à un loyer.⁷ Investir pour sauvegarder des milliers de places en garderie menacées de fermer faute de financement fédéral. Hausser le salaire minimum à 11 \$/h en 2011 avec indexation. Augmenter la Prestation ontarienne pour enfants à un maximum de 125 \$/enfant par mois.⁸

Le gouvernement fédéral aussi a un rôle crucial à jouer. Campagne 2000 demande à tous les partis de s'engager à élargir les critères d'admissibilité de l'assurance-emploi, à augmenter la Prestation fiscale canadienne pour enfants et à hausser substantiellement le financement consenti au logement social et aux services de garde à l'enfance. Il faut absolument élaborer une stratégie autochtone de réduction de la pauvreté en concertation avec les Premières nations et les communautés autochtones vivant en milieu urbain.

Prochaines étapes pour réduire la pauvreté – ce que doit faire l'Ontario maintenant

1. BONS EMPLOIS À SALAIRE DÉCENT

Ce que doit faire l'Ontario

- Augmenter le salaire minimum à 11 \$/h en 2011 et l'indexer pleinement
- Veiller au respect de la *Loi sur les normes d'emploi*. L'actualiser et l'étendre aux personnes dont l'emploi est précaire
- Accroître le taux de syndicalisation
- S'attaquer à la discrimination au travail : mise en œuvre d'un Programme d'équité en emploi; garantir l'équité salariale
- Assurer aux travailleurs et travailleuses à faible revenu l'accès à un programme complémentaire d'assurance-maladie et de soins dentaires
- Accorder un crédit d'impôt à l'emploi aux travailleurs et travailleuses à faible revenu
- Élaborer une Stratégie d'emplois décents pour l'Ontario

2. UN SOLIDE FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE

Ce que doit faire l'Ontario

- Créer un Supplément pour une alimentation saine de 100 \$/mois pour tous les adultes bénéficiaires d'aide sociale
- Indexer pleinement les prestations d'aide sociale
- Éliminer les dispositions punitives, p. ex. obligation de se départir de ses actifs
- Restructurer l'aide sociale de manière à permettre aux gens de sortir de la pauvreté
- Augmenter la Prestation ontarienne pour enfants jusqu'à un maximum de 125 \$/mois
- Exercer des pressions sur le gouvernement fédéral pour que la Prestation fiscale canadienne pour enfants soit portée à 5 400 \$ par enfant (2008)
- Exercer des pressions sur le gouvernement fédéral pour améliorer l'accès à l'Assurance-emploi

3. ACCÈS À DES SERVICES ÉDUCATIFS ET DE GARDE À L'ENFANCE

Ce que doit faire l'Ontario

- Mettre en œuvre toutes les recommandations sur l'apprentissage des jeunes enfants formulées dans le rapport *Dans l'optique de notre meilleur avenir*
- Consentir des fonds pour protéger les places existantes et pour bâtir de nouvelles garderies à prix abordable
- Augmenter les salaires et les avantages sociaux des travailleuses et travailleurs en garderie
- Exercer des pressions sur le gouvernement fédéral pour créer et financer un système national de services éducatifs et de garde à l'enfance

4. LOGEMENT À PRIX ABORDABLE

Ce que doit faire l'Ontario

- Élaborer une Stratégie de logement à prix abordable à long terme assortie de cibles et d'échéanciers pour réduire l'insécurité liée au logement
- Investir pour construire un plus grand nombre de logements à prix abordable et de nouveaux logements supervisés
- Verser une allocation de logement aux locataires à faible revenu pour diminuer la part du budget affecté au logement
- Investir dans la rénovation du parc de logements sociaux et pour l'élever aux normes
- Renforcer les lois protégeant les locataires
- Exercer des pressions sur le gouvernement fédéral pour créer et financer un programme national de logement à prix abordable

5. ÉDUCATION ET FORMATION

Ce que doit faire l'Ontario

- Geler les droits de scolarité pour l'université aux taux de 2004; augmenter les bourses fondées sur les besoins
- Offrir des programmes de formation de qualité pour faciliter le passage de l'aide sociale et/ou des mises à pied au travail

Campaign 2000 Ontario

Campaign 2000 est un réseau pancanadien et apolitique de plus de 120 organismes nationaux, provinciaux et communautaires engagés dans une lutte pour mettre fin à la pauvreté des enfants et des familles au Canada. Visitez le www.campaign2000.ca pour une liste des partenaires.



Campaign 2000 Ontario remercie les organismes suivants pour leur soutien: Sisters of St. Joseph du diocèse de London (ON), Atkinson Charitable Foundation, Fédération des enseignant(e)s du secondaire de l'Ontario, Fédération des enseignant(e) du primaire de l'Ontario, Ontario Federation of Indian Friendship Centres, Ontario English Catholic Teachers' Association, Fonds de justice sociale des travailleuses et travailleurs canadiens de l'automobile, et tous nos organisations partenaires en Ontario. Merci également à SPARC BC et à Social Planning Toronto pour leur concours au traitement des données.

Pour son appui soutenu, merci à notre parrain Family Service Toronto, appuyé par Centraide Toronto.

Pour commander ce rapport ou d'autres publications de Campaign 2000, rendez-vous à www.campaign2000.ca et remplissez le bon de commande en ligne ou composez le 416-595-9230, poste 244.

Droits réservés © 2009 Campaign 2000

ISBN: 1-894250-62-1

Disponible en anglais www.campaign2000.ca/en/

Publication: Ontario Campaign 2000, Toronto
Author: Jacquie Maund, avec le concours de Jennefer Laidley et de Greg deGroot-Maggetti

Traduction en français: Jocelyne Tougas

Mise en page: Liyu Guo

Production: Main-d'œuvre syndiquée, section locale 594, SEFPO



Notes:

¹ Gouvernement de l'Ontario. *Rompre le cycle - Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario*, décembre 2008.

² Ministère des Finances de l'Ontario. *Budget de l'Ontario 2008: documents budgétaires*.

³ Ministère des Services sociaux et communautaires, rapports statistiques mensuels sur l'aide sociale et POSPH.

⁴ Spence, Adam. *Ontario Hunger Count Report 2008*. Toronto: Association ontarienne des banques alimentaires.

⁵ ONPHA, *Where's Home? 2008*. Annexe A.

⁶ Pascal, Charles. *Dans l'optique de notre meilleur avenir- mettre en œuvre l'apprentissage des jeunes enfants en Ontario*. Juin 2009

⁷ *A Housing Benefit for Ontario* by Federation of Rental Housing Providers of Ontario, Ontario Non Profit Housing Association, Metcalf Foundation, Greater Toronto Apartment Association & Daily Bread Food Bank. November 2008.

⁸ Pour des détails sur ces recommandations et leur coût, cf. 25 in 5 Network for Poverty Reduction. *A Blueprint for Economic Stimulus & Poverty Reduction in Ontario*. Février 2009. www.25in5.ca.